

## MILIEUX ASSOCIATIFS

# Dix jours de sursis pour le projet de Maison des associations

**Les anciens locaux de «La Suisse» sont sur le point d'être loués ou vendus. Les associations qui convoitent l'immeuble sis rue des Savoises, rue du Vieux-Billard se mobilisent.**

Une fausse façade de maison en carton recouvre en partie la paroi des anciens locaux du journal populaire «La Suisse», côté rue du Vieux-Billard à Genève. Sur la porte factice, on peut lire: «Pour ouverture, poussez très très fort!» Expression imagée des efforts déployés par la Fédération pour l'expression associative (FEAS) en vue de créer une Maison des associations «socio-politiques» à but non lucratif. Une motion est entre les mains du gouvernement cantonal et du Conseil administratif de la Ville de Genève, visant à leur faire racheter les bâtiments du quotidien déchu.

«Il faut absolument qu'une décision claire soit rapidement prise par le Conseil d'Etat et la Ville. Sinon, dans une dizaine de jours, votre projet tombe à l'eau!» Deux architectes, chargés de la vente – donc en contact permanent avec les propriétaires des immeubles – ont prévenu, lors d'une conférence de presse organisée mercredi par la FEAS, ses représentants de l'urgence de faire enfin aboutir le projet.

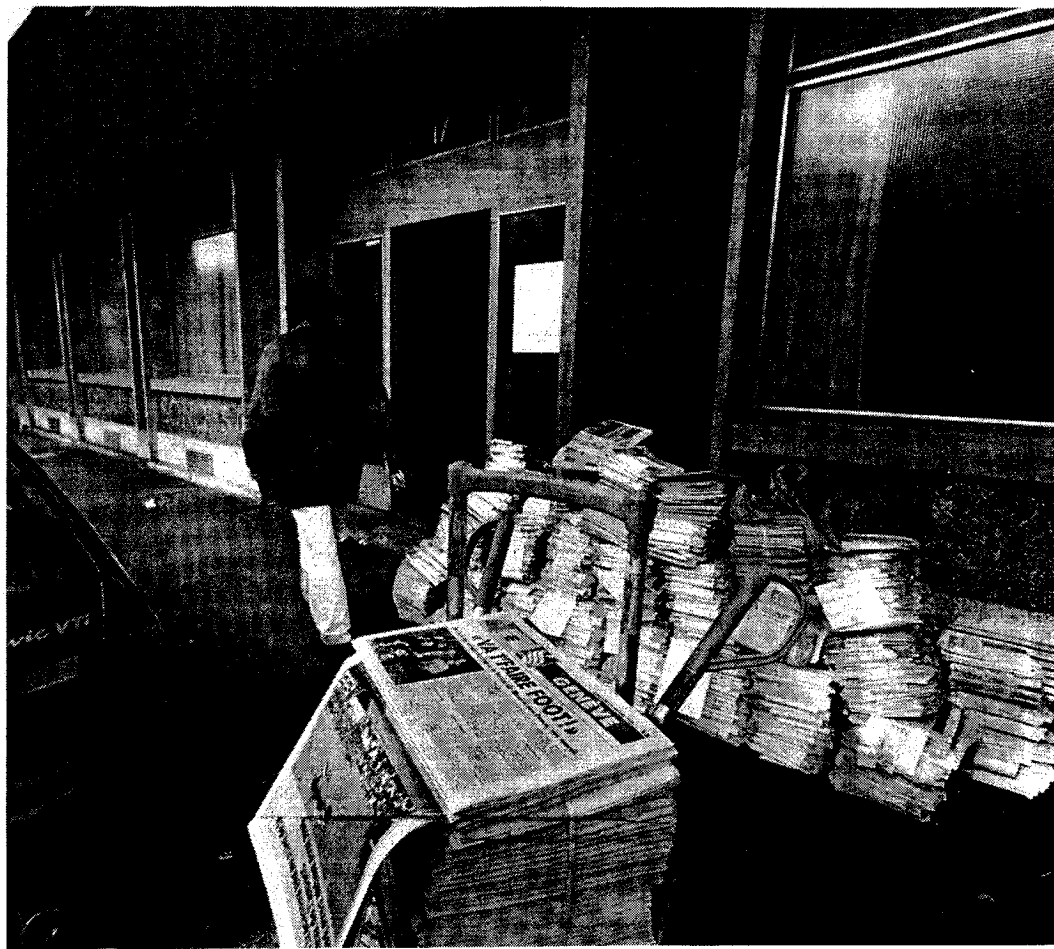
### LE PROJET RISQUE DE CAPOTER

La Maison des associations s'étendrait sur trois immeubles contigus. Or, le bâtiment central doit être vendu aux enchères le 28 juin prochain – mais l'échéance pourrait être repoussée – tandis que les deux autres sont aux mains de privés, qui justement souhaiteraient sinon les vendre, du moins les louer. «S'ils se sont montrés patients et compréhensifs à l'égard de la FEAS, chaque jour qui passe représente une perte sèche pour eux», explique Cyrus Mechkat, un des architectes. Des locataires éventuels s'étant présentés, «il s'agit à présent d'une question de jours. Le projet de la Maison des associations portant sur l'ensemble des bâtiments, la location ou la vente de l'un d'eux ferait tout capoter.»

Si, le prix de vente des terrains est jugé trop onéreux (5,7 millions), la FEAS estime que l'Etat pourrait négocier un prix d'achat à moins de 5 millions. Sur le plan de financement présenté aux autorités, le prix d'achat global est même estimé à 4,1 millions.

### UN LIEU CENTRAL ET AUTOGÉRÉ

«Le monde associatif fait faire des économies considérables à la collecti-



**Cinq ans après la disparition du quotidien populaire, on ne connaît toujours pas le sort des anciens locaux de «La Suisse».** Jean-Luc Planté

tivité, rien qu'au niveau social. Et le conseiller d'Etat Guy-Olivier Segond, qui n'arrête pas de faire l'éloge du bénévolat et des associations, ne fait rien pour les aider», reproche Luc Gilly, député de l'Alliance de gauche au Grand Conseil et permanent au Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA). Selon la FEAS, environ septante associations sont intéressées à avoir un lieu commun, situé au centre-ville, qui «renforcerait les synergies et réduirait les coûts de fonctionnement». Les associations souffrent en effet de frais

fixes non liés à leurs objectifs propres, dont un loyer qui pèse lourd dans le budget annuel. C'est pourquoi la FEAS demande au Conseil d'Etat de lui mettre à disposition, gratuitement, ces locaux: «En contrepartie, nous nous engageons à prendre en charge financièrement leur rénovation et leur entretien». Une compensation estimée par la fédération à 2,1 millions. Un restaurant, un cinéma et une salle de conférence sont déjà prévus et permettraient – entre autres – à la Maison des associations de fonctionner en

parfaite autogestion. Mais si les autorités cantonales et de la Ville tardent ou refusent d'entrer en matière sur la demande des membres de la FEAS? Le Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement s'est dit prêt à en discuter «à la fin du mois», tandis que Régis de Battista, député et permanent de la FEAS, espère obtenir une réponse avant, sinon «certaines associations, mais pas toutes, parlent de squatter ces locaux!»

SOPHIE MALKA